

Vu l'état de l'école en Europe, faut-il s'étonner du vote des jeunes contre le Brexit ?

écrit par Christine Tasin | 27 juin 2016



J'ai reçu ce matin un message de Jean Shoving, contributeur de *Résistance républicaine*, qui, cerise sur le gâteau, nous fait l'amitié de nous traduire régulièrement des articles allemands. Je le remercie d'avoir si bien formulé des remarques sur les votes des jeunes contre le Brexit, elles me permettent de rappeler le projet européen d'appauvrissement intellectuel de notre jeunesse.

Je viens de voir à la TV allemande une émission consacrée à la volonté de sortie de la GB de l'Union Européenne.

Le ministre allemand de la Défense, Ursula von der Leyen, y affirmait que sur les jeunes ayant voté à 50%, 75 % avaient voté pour le maintien dans l'UE. En d'autres termes, les "vieux cons" s'étaient prononcés pour la sortie de l'Union Européenne, alors que les jeunes voulaient y rester.

Quelle confiance peut-on accorder au bon-sens de ces jeunes, qui sont dans la grande majorité incapables d'écrire quelques lignes sans faute d'orthographe ? A 13 ans, j'écrivais un texte de 150 pages sans aucune faute de français. Les jeunes

bacheliers de 2015 peuvent-ils en dire autant ?

Je ne veux pas dire qu'ils sont moins ou plus (plutôt moins) intelligents que nous l'étions, mais c'est quand même la preuve d'un certain délitement des valeurs (morales, entre autres...) auxquelles nous étions attachés.

Est-ce donc pour cette raison qu'ils sont pour le maintien dans l'UE ?

Jean Shoving

Je partage le sentiment de Jean. Il est clair que la disparition de l'esprit critique, de la maîtrise de la langue, des connaissances historiques et littéraires (entre autres) sont voulues et trouvent tout naturellement leur aboutissement aujourd'hui dans l'exemple du Brexit.

Ce n'est que le début, les votes des années à venir vont être catastrophiques pour les nations et notre civilisation. Et ce n'est pas un hasard.

Je signalais en 2007 des textes officiels de l'OCDE datant de 1983 ou 1996 qui incitaient clairement les Etats à diminuer la qualité sans diminuer la quantité des cours, afin que les parents ne voient rien.

Extraits

En effet, dans la perspective du libéralisme contemporain, on assiste à la commercialisation de l'Education, voulue par Jospin, Allègre et Raffarin **pour appliquer les directives de la Commission de Bruxelles et les recommandations de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) : réduction des matières enseignées qui doivent quasiment disparaître en tant que disciplines pour se fondre dans l'interdisciplinarité et adaptation à la loi du marché, comme le recommande le dernier rapport de l'OCDE : « Le taux élevé de chômage des jeunes résulte peut-être de leur mauvaise préparation au marché du travail, mais il est dû aussi au salaire minimum trop élevé et à la législation de protection de l'emploi.**

Il se peut en outre qu'il tienne à la réticence des jeunes à prendre un emploi subalterne de peur d'être piégé au bas de l'échelle sur le plan professionnel. Ce

dernier facteur est peut-être lié à son tour à l'importance excessive que les employeurs accordent aux diplômes officiels, tant dans leurs décisions de recrutement que dans celles concernant la progression des carrières, au détriment des mesures des performances et des résultats obtenus dans l'emploi ».

On comprend bien que l'école n'a d'autre but, aux yeux de nos élites mondialisées, que de produire des automates/esclaves performants et corvéables à merci. Alors les critiques et conseils, nombreux, que contient ce rapport, revisités à l'aune de ce constat, nous amènent à penser qu'un gouvernement républicain devrait bien se garder de faire ce que l'on lui demande : « supprimer le redoublement, alléger horaires et programmes pour donner la priorité au socle commun minimum, supprimer les parcours d'excellence, mettre l'accent sur la formation pédagogique des enseignants aux dépens de la formation initiale, recourir à la bivalence des enseignants, obliger ceux-ci à être davantage présents dans les établissements... », **tous ces éléments étant demandés à la fois par l'OCDE, l'ERT (Table Ronde Européenne, cartel fondé en 1983 qui regroupe 47 des plus importants industriels européens) et la Commission Européenne, comme nous le verrons la semaine prochaine, dans la troisième partie de cet article.**

<http://ripostelaique.com/Ecole-francaise-deux-poids-deux-252.html>

Le nerf de la guerre, bien évidemment, est le libéralisme, il faut faire des coupes sombres dans le budget de l'Etat, que la masse soit moins instruite pour être plus docile, que l'école réponde aux besoins des entreprises.

Il y a là convergence entre l'OCDE et les lobbies des entreprises, comme en atteste ce passage « lumineux » d'un rapport de l'OCDE cité par C. Morrisson dans « Cahier de politique économique n°13 » (1996), « **Pour réduire le déficit budgétaire, une réduction très importante des investissements publics ou une diminution des dépenses de fonctionnement ne comportent pas de risque politique. Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse.**

On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et l'école

peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle activité.

Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population. »

On citera encore ces extraits d'une table ronde qui s'est tenue à Philadelphie en février 1996 : *» L'apprentissage à vie ne saurait se fonder sur la présence permanente d'enseignants.*

[...] Dans certains pays, il semble que les enseignants encourent réellement le risque d'être des laissés-pour-compte dans le développement des technologies de l'information...

Les pouvoirs publics n'auront qu'à assurer l'accès à l'apprentissage de ceux qui ne constitueront jamais un marché rentable et dont l'exclusion de la société en général s'accroîtra à mesure que d'autres vont continuer de progresser. » » Il est plus important d'apprendre à apprendre que de maîtriser des prétendus " faits ". Il faut encourager la possession d'un ordinateur ». Tout est dit. L'école publique a vocation à servir de garderie aux laissés pour compte de la société, c'est-à-dire de l'économie ...

On pourra également citer quelques extraits du rapport de l'ERT (Table Ronde Européenne, cartel fondé en 1983 qui regroupe 47 des plus importants industriels européens) *» Education et compétences en Europe »* publié en 1989 : *» Le développement technique et industriel des entreprises européennes exige clairement une rénovation accélérée des systèmes d'enseignement et de leurs programmes »,*
« l'éducation et la formation sont considérés comme des investissements stratégiques vitaux pour la réussite future de l'entreprise », « l'industrie n'a qu'une très faible influence sur les programmes enseignés, les enseignants n'ont qu'une compréhension insuffisante de l'environnement économique, des affaires et de la notion de profit, ils ne comprennent pas les besoins de l'industrie. *»* ou bien, en 1995 : *« La clé de la compétitivité de l'Europe réside dans la capacité de sa force de travail à relever sans cesse ses niveaux de connaissance et de compétence »,*
« dès lors, la responsabilité de la formation doit en définitive être assumée par l'industrie », « l'éducation doit être conçue comme un service rendu au monde économique », « les gouvernements nationaux devraient envisager l'éducation comme un processus s'étendant du " berceau au tombeau ", « l'éducation vise à apprendre, non à recevoir un enseignement », « les systèmes d'éducation ne s'adaptent pas assez

vite à la révolution technologique.

La réforme des systèmes d'éducation devrait bénéficier d'une priorité politique », « l'enseignement à distance élimine les inconvénients de l'absence au travail et des déplacements. Les méthodes et outils d'éducation devraient être modernisés, particulièrement pour encourager l'auto-apprentissage. Chaque élève devrait, à terme, disposer de son propre ordinateur. " Où nous voyons pourquoi on insiste de plus en plus, depuis une quinzaine d'années, sur le lien école-entreprises et sur l'importance de l'informatique ...

Tout cela, bien entendu, est orchestré par la Commission Européenne qui ne cache nullement son ambition dans ses rapports sur l'éducation : *» La réalisation de ces objectifs exige des structures d'éducation qui devraient être conçues en fonction des besoins des clients. L'apprentissage à distance présente un attrait particulier car il peut être adapté de manière à n'interférer qu'un minimum avec les exigences du travail et, plus l'utilisation du matériel est répandue, plus l'opération devient rentable »* in « Mémoire sur l'apprentissage ouvert et à distance dans la Communauté européenne », 12 novembre 1991. On rappellera aussi les déclarations d'Edith Cresson en 1995, quand elle affirmait que le système des diplômes nationaux n'était pas viable au niveau européen et qu'il fallait « apprendre à apprendre toute sa vie »

Ainsi l'école est-elle, paradoxalement, le lieu où s'affrontent les enjeux de notre société. L'école ressemble à la société que nous vivons, et cela en explique bien des difficultés.

Coincée entre les exigences de rentabilité de la société capitaliste, les pédagogues fous et les ghettos des quartiers sensibles, elle n'offre plus que des réponses ponctuelles et tente de s'adapter à des individus ou à des groupes au lieu d'être un havre à part, un lieu dédié à la culture. C'est ce que montrait très bien le rapport de J.P. Odin de 2004 sur « *les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires* » : *» Dans certains quartiers, qui sont loin répétons-le de se cantonner aux banlieues des grandes villes, se sont déjà édifiées des contre-sociétés closes dont les normes sont le plus souvent en fort décalage voire en rupture avec celles de la société moderne et démocratique qui les entoure. Il ne s'agit nullement pour ces populations d'un repli identitaire des plus anciens, mais bien d'une identité de substitution qui se diffuse d'abord parmi les jeunes de la seconde ou troisième génération.*

Le terreau social sur lequel se développent ces évolutions est bien connu, c'est la ségrégation dont sont victimes ces populations devant l'accès à l'habitat, à l'emploi et aux loisirs, du fait de la xénophobie et du racisme, depuis leur arrivée sur le sol national. L'intériorisation de cette injustice porte toute une jeunesse vers le ressentiment, le repli et parfois la radicalisation.

Des organisations, le plus souvent structurées sur le plan international, prospèrent sur ce terreau et assurent à cette nouvelle identité « musulmane » une promotion efficace, dans une surenchère permanente qui donne aux plus radicaux souvent le plus de poids auprès des plus jeunes ou des plus fragiles (parmi ces derniers on peut placer un certain nombre de jeunes convertis.)

Le projet de ces groupes ouvertement ségrégationnistes et qui dénoncent l'intégration comme une apostasie ou une oppression, va encore plus loin. Il est aussi de rassembler ces populations sur le plan politique en les dissociant de la nation française et en les agrégeant à une vaste « nation musulmane ». Nous avons dit combien ce projet nous semblait déjà bien diffusé et mis en oeuvre dans la jeunesse scolarisée, notamment auprès de ces collégiens et lycéens qui refusent, parfois massivement, de s'identifier comme « Français » et ont pris comme héros les partisans de la guerre à outrance contre le monde occidental ».

Or, éduquer l'homme, c'est lui transmettre un héritage, des valeurs, des connaissances, une façon de penser, la capacité de penser, d'organiser un texte, une réflexion. Centrer l'enseignement sur les contenus, c'est donner comme enjeu à l'école la culture, et la pédagogie consiste à se demander comment les transmettre. Inversement, **donner la priorité à des objectifs, c'est donner la priorité au « comment » aux dépens du « quoi », et peu importe le contenu.**

Dans ce cas, tout se vaut, pas d'échelle de valeurs, Hugo et G. des Cars c'est la même chose si l'élève a choisi d'étudier ce dernier pour comprendre les problèmes de narrateur ! Comme seront identiques une émission de télé-réalité, une publicité pour Renault et une adaptation de Maupassant à la télé ! Ainsi l'apprenant doit-il s'adapter à un moment donné de la société ... marchande ! Ainsi se retrouvent, encore, sur l'école aussi, paradoxalement, les gauchistes/pédagos et les libéraux de droite ...

Le but est le même : niveler le niveau, faire disparaître les élites, sous prétexte d'égalité pour les uns, sous prétexte d'adaptation au marché pour les autres ... et

tous de refuser les sorties précoces des élèves non motivés par les études, les premiers criant à l'injustice, les autres étant ravis de voir s'effondrer notre vieux système, dangereux, qui apprenait à penser. Pendant ce temps des élèves haïssent cette école qu'ils ne peuvent quitter et empêchent les autres d'apprendre ... Il ne restera à ceux-ci qu'à aller à l'école privée, confessionnelle de préférence. Il paraît que la religion aide le politique à asseoir sa domination ... La boucle est bouclée. Deux poids, deux mesures et la négation de la devise républicaine « liberté, égalité, fraternité ».

<http://ripostelaique.com/ecole-francaise-deux-poids-deux-274.html>

Pour soutenir Résistance républicaine financièrement, cliquez sur <http://resistancerepublicaine.com/don/> et choisissez le montant de votre don.